



## Mouvement lycéen: Frédérique Vidal déplore une "manipulation"

Paris, 11 déc. 2018 (AFP) -

La ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal a déploré mardi "une manipulation" menée par "l'ultragauche" et "certains députés de La France insoumise" dans le mouvement lycéen et étudiant contre la réforme du bac et la plateforme Parcoursup.

Cette mobilisation, repartie à la faveur du mouvement des "gilets jaunes", touche "un nombre restreint de lycées, 400 au plus fort sur plus de 2.000", a tempéré Frédérique Vidal sur Sud Radio.

"Mais ce qui est inquiétant, c'est que c'est tout de suite extrêmement violent", a-t-elle relevé: "On n'est d'ailleurs pas sûr que ça ne concerne que des lycéens. Il y a des bandes qui s'y greffent, et puis il y a une forme de manipulation de la part de groupuscules politiques et de certains partis politiques".

"L'ultragauche est présente et vous voyez même certains députés de La France insoumise qui vont devant les lycées haranguer les jeunes. Pousser les jeunes devant soi, c'est un manque de responsabilité", a-t-elle estimé.

La réforme du bac a été menée après consultation "de plus de 40.000 lycéens", a rappelé la ministre. "Et on nous a dit que Parcoursup allait créer plus d'inégalités sociales. Les chiffres sont là: Parcoursup, c'est +20% de boursiers dans l'enseignement supérieur", a-t-elle poursuivi, déplorant un décalage "entre les fantasmes, les craintes, ce qu'on attise et la réalité des choses qui ont été co-construites".

Interrogée sur la hausse des droits d'entrée à l'université des étudiants extracommunautaires, elle a assuré que cette mesure n'ouvrirait pas la porte à une augmentation générale pour tous les étudiants mais visait à créer "un système redistributif" pour accueillir "plus d'étudiants étrangers".

"On voit que le nombre d'étudiants internationaux dans le monde va doubler et qu'en France, on ne progresse pas sur ce sujet. C'est lié à la qualité de l'accueil qui souvent fait défaut et à la complexité administrative. On a donc besoin d'avoir des moyens pour que tous les étudiants soient mieux accueillis", a-t-elle expliqué.

"On estime que dans le monde, il y a des étudiants qui peuvent participer au coût de leur formation. L'idée est de créer un système redistributif pour les étudiants extracommunautaires: ceux qui sont en capacité de payer paieront et ça permettra d'améliorer l'accueil pour l'ensemble des étudiants", a-t-elle résumé.

sva/fmp/mm

Afp le 11 déc. 18 à 09 37.